© Greenpeace / Kate Davison

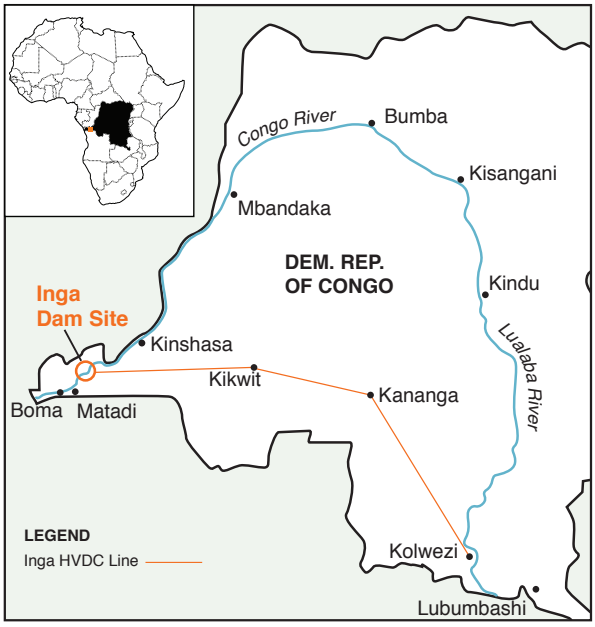
La fracture énergétique au Congo

L'HYDROÉLECTRICITÉ POUR LES MINES ET L'EXPORTATION, PAS POUR LES PAUVRES

Depuis 2003, la République démocratique du Congo (RDC) met à jour son réseau électrique dans le cadre de la reconstruction d'un pays ravagé par la guerre. Malgré les millions de dollars des bailleurs des fonds, seulement 9% des 70 millions de Congolais ont accès à l'électricité à l'heure actuelle, environ 30% dans les zones urbaines et un taux alarmant de 1% dans les zones rurales. L'accès insuffisant aux services modernes d'électricité nuit à la santé, à l'éducation et aux possibilités de production de revenus de millions de Congolais. Le gouvernement congolais s'est fixé un objectif très ambitieux d'assurer à 60% de la population l'accès à l'électricité pour 2025, mais il n'est pas parvenu à mettre en place des plans pour atteindre cet objectif. Au lieu de cela, il prévoit de réhabiliter le réseau électrique existant et développer de nouveaux projets de barrage sur le site d'Inga, dans le but d'alimenter l'industrie minière et d'exporter de l'électricité vers les pays voisins. Des investissements dans des projets d'alimentation décentralisés, y compris dans des petites et moyennes centrales hydroélectriques à travers tout le pays, permettraient d'atteindre la population plus équitablement. Toutefois, ces investissements ne sont pas envisagés, ce qui risque de perpétuer la fracture énergétique au Congo.

LE FLEUVE LE PLUS PUISSANT D'AFRIQUE

Le fleuve Congo est le fleuve le plus profond et le cinquième plus long fleuve du monde, son débit n'étant seulement surpassé par celui de l'Amazone. Le fleuve Congo abrite au moins 700 espèces de poissons, dont 300 espèces ont été recensées dans sa partie inférieure uniquement. L'eau du fleuve et ses sédiments se déversent dans l'océan Atlantique, créant « le panache du Congo », un processus naturel qui est considéré comme l'un des puits de carbone les plus importants du monde.



Ce fleuve est unique, dans la mesure où de grands rapides et des chutes d'eau se trouvent très près de son embouchure, alors que l'on retrouve ces caractéristiques en amont de la plupart des fleuves. Les rapides et les cascades offrent au fleuve Congo un potentiel hydroélectrique considérable (Encadré n 1), ce qui explique l'intérêt que lui portent les développeurs de centrales hydroélectriques depuis l'époque coloniale belge. Dans les années qui ont suivi l'indépendance du Congo, les barrages Inga I (production optimale de 351 MW, entré en service en 1972) et Inga II (production optimale de 1 424 MW, entré en service en 1982) ont été construits, malgré des études de faisabilité qui estimaient que les deux projets étaient peu rentables et que la quantité d'électricité produite serait excessive par rapport aux besoins réels du pays à ce moment-là.

Encadré n°1. Potentiel hydrique du site d'Inga

Les rapides d'Inga ont un potentiel hydroélectrique inexploité de plus de 40 000 mégawatts. Ce potentiel pourrait être exploité par le projet Inga 3 (avec une capacité théorique de 4500 mégawatts) et le programme du Grand Inga, qui détournerait le fleuve Congo à travers une série de barrages au niveau des rapides d'Inga. Avec une capacité estimée de 40 000 mégawatts, le Grand Inga serait le plus grand projet hydroélectrique du monde. L'Inga III pourrait être mis en œuvre sans endiguer ou détourner le courant du puissant Fleuve Congo.

Pourtant la négligence, la mauvaise gestion financière, des années de guerre et l'envasement ont provoqué la détérioration des turbines des barrages d'Inga et de l'infrastructure électrique associée bien avant la fin de leur durée de vie. En 2002, les barrages ont été ne produisaient que 40 % de leur capacité. La ligne de transport associée, qui s'étend sur 1 725 kilomètres, est était le plus grand élément contribuant à la charge de la dette de la République Démocratique du Congo. En dépit d'un budget initial de 250 millions de dollars, les couts réels de construction ont quadruplé pour s'établir à 1 milliard de dollars. La ligne de transport d'électricité en courant continu haute tension (CCHT) Inga-Kolwezi était censée procurer de grandes quantités d'électricité aux mines de cuivre dans la province lointaine du Katanga, mais pas aux villes ni aux villages situés sur son tracé. En moins de 10 ans, le mauvais entretien, le vol et les ravages du climat tropical ont contribué à ce que la ligne procurer moins de la moitié de la quantité d'électricité qu'elle devait initialement transporter.

DES MILLIONS GASPILLÉS POUR LA RÉHABILITATION

En 2003, après des années de guerre, des traités de paix ont été signés en RDC, marquant ainsi le retour des bailleurs de fonds et leur soutien aux projets de reconstruction du pays. Des fonds ont été affectés par la Banque mondiale (BM) pour cibler trois principaux composants : le barrage Inga I, le barrage Inga II et la ligne de transport Inga-Kolwezi. Malgré la précocité du programme de réhabilitation, les efforts déployés se sont heurtés à défis, des retards et des dépassements des coûts imprévus.

En 2003 la Banque mondiale (BM) avait calculé que le réseau électrique de la RDC, y compris les barrages et la ligne de transport, pourrait être réhabilité pour moins de 200 millions de dollars et être achevé en 2007. Selon la BM, la réhabilitation permettrait à la RDC de percevoir 40 millions de dollars de recettes supplémentaires chaque année en augmentant ses ventes d'électricité à l'Afrique australe. Cependant, la mise en œuvre a rapidement pris beaucoup de retard car l'évaluation initiale de la BM n'avait pas pris en compte l'état de dégradation des barrages et de l'infrastructure. L'état de dégradation des barrages, largement négligé dans l'évaluation de la Banque, a augmenté de manière imprévue les risques de la réhabilitation de la ligne de transport. Sans une alimentation suffisante à partir des barrages, la ligne de transport ne parviendrait pas à générer les recettes d'exploitation attendues provenant des barrages.

Encadré n°2. Hydro-dependence n'est pas un stimulus pour la croissance

Comme un certain nombre de pays africains, la RDC est hydro-dépendante plus de 90 %. Des études ont montré que dans de nombreux pays, l'hydro-dépendance n'est pas parvenue à stimuler la croissance. La Norvège est le seul pays prospère parmi les pays les plus hydro-dépendants dans le monde. Le secteur énergétique norvégien est s'appuie sur des projets de barrages de taille moyenne plutôt que sur de grands barrages centralisés. Deuxièmement, les stratégies de « retombées » (en anglais : « trickle-down ») ne fonctionnent généralement que dans les pays avec un état fort tels que le Brésil, la Chine et la Corée du Sud. Elles ne sont pas parvenues à lutter de manière significative contre la pauvreté en Afrique (notamment lorsqu'il s'agit d'un problème de « pauvreté énergétique »).

En conséquence, en 2007, la Banque a approuvé un projet de 297 millions de dollars pour réhabiliter entièrement les barrages. Des financements supplémentaires ont été obtenus de la Banque africaine de développement et la Banque européenne d'investissement pour couvrir le coût total prévu de 499 millions de dollars. Mais en 2011, très peu de progrès avaient été réalisés, et d'autres dépassements de dépenses supplémentaires ont été identifiés. De ce fait, en 2011, la Banque a approuvé un montant supplémentaire de 283 de millions de dollars pour la réhabilitation, et a rassemblé 146 millions de dollars supplémentaires provenant de la Banque africaine de développement, la KfW-un organisme du gouvernement allemand et SNEL – la société d'électricité. Ceci porte à 883 millions de dollars le total des coûts révisés pour la réhabilitation des barrages d'Inga, qui ne devrait pas être achevée avant 2016. Même suite à tous ces investissements, seules 8 des 14 unités génératrices seront opérationnelles au terme du projet si la réhabilitation est un succès. Fait décevant, mais peut-être pas surprenant, un examen à mi-parcours du projet mené en novembre 2012 a évalué l'avancement global de la mise en œuvre du projet comme « moyennement insatisfaisante ».

Pendent ce temps, les coûts de réhabilitation des 1 725 kilomètres de la ligne de transport d'Inga Kolwezi n'ont également cessé de croître. À ce jour, elle fonctionne à 25 % de sa capacité. Cela a posé des problèmes majeurs pour financer la réhabilitation, parce que la RDC ne peut espérer tirer des recettes de l'exportation d'électricité si cet élément essentiel de l'infrastructure fonctionne deçà de sa capacité. Un prêt initial de la Banque Mondiale de 178,6 millions de dollars a été signé en novembre 2003 pour financer la réhabilitation de la ligne de transport. En raison de problèmes persistants, de retards et de l'explosion des coûts, deux prêts de financement supplémentaires ont depuis été accordés, pour un total de 560 millions de dollars d'investissement de la Banque Mondiale et 77,5 millions de dollars de la Banque européenne d'investissement.

Au total, les coûts du projet de réhabilitation des barrages et de la ligne de transport ont explosé pour atteindre plus d'1,2 milliards de dollars au cours des dix dernières années et aucun projet n'est proche de son terme. Les difficultés de la réhabilitation des barrages et de la ligne de transport n'augurent rien de bon pour le succès des projets Inga III ou Grand Inga.

LE PROJET GRAND INGA: ÉCLAIRER OU PILLER?

En plus de la réhabilitation, le développement énergétique de la RDC est centré sur deux plus vastes projets hydroélectriques – Inga III et Grand Inga – qui, ensemble, pourraient générer une incroyable production de 44 000 MW. Ces deux projets, et en particulier le projet Grand Inga, sont présentés par les bailleurs de fonds et l'industrie des barrages comme la solution magique pour électrifier l'ensemble du continent africain et exporter de l'énergie jusqu'au sud de l'Europe et au Moyen Orient (Encadré n°2 et Figure 1). Malgré un coût global de 80 milliards de dollars pour le seul projet Grand Inga, deux facteurs insurmontables font que la contribution d'Inga au développement africain constitue davantage une chimère qu'une réalité.

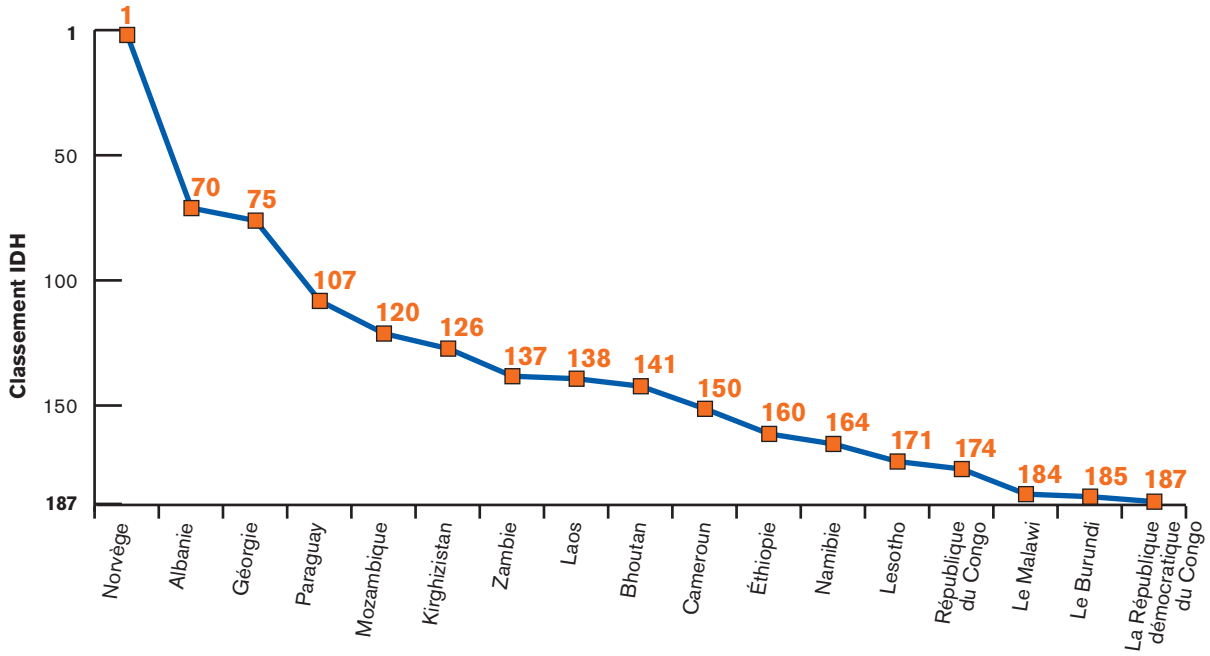
Les réseaux électriques locaux ne sont pas inclus dans le budget du projet. « *Les communautés africaines vivant dans l'obscurité ne sont pas les bénéficiaires visés par le projet Grand Inga, et les 500 millions de personnes auxquelles on a promis l'électricité resteront dans l'obscurité* »

–Charlotte Johnson, chercheur a l'Institut sud-africain pour la Démocratie en Afrique

Figure 1

Hydro-dépendance–une recette pour l'indigence?

Les pays qui dépendent de l'énergie hydroélectrique pour plus de 90 pour cent de leur approvisionnement en électricité occupent les positions suivantes sur l'indice de développement humain (187 pays répertoriés):



Le premier obstacle de taille au succès du projet Grand Inga est le gigantesque système de transport dont il aurait besoin pour exporter son électricité à travers le continent. Malgré l'alimentation importante que les projets Inga III et Grand Inga pourraient générer, un large réseau de distribution d'électricité en RDC reste inabordable. Construire un réseau électrique national reposant sur l'électricité d'Inga exigerait des investissements imprévus et importants dans des lignes de transport et de distribution locales. Les régions rurales d'Afrique subsaharienne, y compris la RDC, sont caractérisées par une faible densité de population et une grande pauvreté. La densité de la population du continent ne s'élève qu'à 36 personnes par kilomètre carré, et seulement 15 % de la population rurale vit a moins de 10 kilomètres d'une sous-station de transport. L'extension du réseau est uniquement rentable dans les régions où la densité de la population atteint au moins 50 personnes par kilomètres carré.

La conception actuelle du projet Grand Inga comprend davantage de lignes de CCHT comme Inga-Kolwezi. Les réseaux électriques locaux ne sont pas inclus dans le budget du projet. *« Les communautés africaines vivant dans l'obscurité ne sont pas les bénéficiaires visés par le projet Grand Inga, et les 500 millions de personnes auxquelles on a promis l'électricité resteront dans l'obscurité » Charlotte Johnson, chercheur a l'Institut sud-africain pour la Démocratie en Afrique*. L'ensemble de ce système est mal adapté pour répondre aux besoins énergétiques de la RDC et pour la grande majorité des Africains qui restent sans accès à l'électricité.

Pour les pays importateurs, le système présente plusieurs risques. Les lignes de transport d'électricité traverseraient un certain nombre de pays et des milliers de kilomètres. Chacun des milliers de pylônes serait exposé à des sabotages, dans une zone sujette aux conflits. Les coûts de construction et d'entretien de ce système seraient considérables.

L'absence d'un Etat efficace et d'une société civile forte en RDC constitue un autre obstacle, qui a conduit à l'institutionnalisation de la corruption et au mépris pour le bien public. Les grands projets d'infrastructure tels que les grands barrages sont un aimant pour la corruption. Selon Transparency International, « enquête après enquête, les travaux publics et la construction se distinguent comme le secteur le plus vulnérable face à la corruption. » Comme dans d'autres secteurs de l'industrie extractive, de grands projets hydroélectriques construits et exploités pour l'exportation d'électricité peuvent conduire à une « malédiction des ressources », en particulier dans des pays comme la DRC dont les structures de gouvernance sont faibles. Les recettes importantes d'exportation qui reviennent sous le contrôle de l'État encouragent les systèmes de clientélisme et enracinent la corruption.

Transformer le contexte politique sous-jacent prendra du temps et nécessitera une pression vigilante des bailleurs de

Les Promoteurs des Barrages Vont et Viennent

Malgré les problèmes dans la réhabilitation d'Inga I et II, BHP Billiton – la plus grande société minière du monde – a signé un accord en 2006 avec le gouvernement de la RDC pour développer le programme hydroélectrique de 4 500 MW d'Inga III. Du fait de l'intérêt de BHP Billiton envers le projet Inga III, le gouvernement congolais a mis brutalement un terme à l'accord préexistant de développement du site avec quatre gouvernements africains voisins dans la société Western Power Corridor (Westcor). BHP Billiton avait l'intention d'utiliser 2 500 MW d'Inga III pour alimenter un projet de fonderie d'aluminium. L'excédent d'énergie aurait été exporté vers l'Afrique du Sud, et non pas distribué aux citoyens congolais. En mars 2012, BHP Billiton s'est retiré de projet Inga III suite à un rapport révélant que les aspects économiques de la construction étaient défavorables à l'entreprise. Westcor s'est officiellement dissous en 2012, après huit années d'efforts pour développer le projet.

Le président sud-africain Jacob Zuma et le président congolais Joseph Kabila ont signé un protocole d'accord en novembre 2011 pour développer le projet Grand Inga. Un traité devait être achevé dans les six mois suivant la signature; celui-ci devait permettre de créer un cadre favorable à la mise en œuvre du projet, y compris les étapes définies pour l'exécution du projet Grand Inga. Une ébauche de ce traité a été approuvée en août 2012 par le gouvernement sud-africain. Des négociations sont en cours avec la RDC.

Pendant ce temps, la Banque Mondiale a déclaré le projet Inga III comme un « projet de transformation » qui pourrait réduire les couts liés à l'énergie au sein de la DRC et à l'échelle infrarégionale, et digne d'investissements importants provenant de sa branche de prêts concessionnels, l'Association internationale de développement. Cependant, dans un pays où la réhabilitation des barrages d'Inga et des lignes de transport associées est loin d'être achevée après une décennie d'investissements et d'explosion des coûts, il est difficile d'imaginer comment un projet tel qu'Inga III pourrait être mis en œuvre de façon rentable et en temps opportun. En outre, en raison de l'énorme investissement nécessaire, l'énergie provenant des 10 milliards de dollars du projet Inga III est susceptible d'être transportée vers de grandes sociétés minières et des villes plutôt que vers la majorité des Congolais qui demeurent sans accès à l'électricité.

fonds, des gouvernements et de la société civile. Sans cette transformation, l'hydroélectricité d'Inga ne parviendra pas à « éclairer l'Afrique » car il n'existe aucune volonté politique d'utiliser cette électricité au profit du peuple congolais. L'électricité du projet alimenterait davantage de mines et des villes étrangères, pendant que les contrats pour Inga provoqueraient une nouvelle frénésie de pots de vin et des dessous de table.

UNE SOCIÉTÉ MAUDITE

La société nationale d'électricité de la RDC, la SNEL est confrontée depuis des décennies à de nombreux problèmes. Au cours des années Mobutu, elle n'est pas parvenue à recueillir de financements auprès des entités gouvernementales, des utilisateurs résidentiels ou des compagnies minières. En 2010, la SNEL était au bord de la faillite en dépit du soutien reçu de la Banque Mondiale depuis 2007 pour restructurer et améliorer son efficacité. Malheureusement, la transformation n'a pas été rapide et la SNEL continue de décevoir.

La SNEL est actuellement incapable de fournir de l'électricité à l'ensemble de Kinshasa, en raison de faibles niveaux de production à Inga I et II et des lignes de transport qui ont vieilli et sont mal entretenues. En conséquence, la SNEL fournit de l'électricité aux différents quartiers pendant des intervalles de temps spécifiques, laissant des secteurs de la capitale sans courant pendant des journées entières, voire des mois dans le pire des cas. Malheureusement, cette rotation ne suit pas un calendrier fiable, les habitants ne peuvent donc pas anticiper le moment où ils disposeront d'électricité, ni projeter le montant de leur facture mensuelle. De plus, même lorsque les habitants reçoivent de l'électricité, celle-ci n'est pas fiable et ses niveaux varient de façon imprévisible. Les coupures dues aux pannes sur les lignes de transport sont légion. Ces pannes sont parfois naturelles, mais elles sont le plus souvent provoquées par des techniciens de la SNEL qui reçoivent ensuite des pots-de-vin pour les réparer. De ce fait, ceux qui ont un peu plus de moyens financiers se sont tournés vers des générateurs à gasoil ou à essence.

> *« La corruption ne se contente pas de piller l'économie, elle la modèle entièrement. Les responsables corrompus du gouvernement mènent le développement social et économique vers des projets d'infrastructure à forte intensité capitalistique, ce qui favorise la corruption. »*
>
> –Peter Eigen, ancien directeur national de la Banque Mondiale et Président de Transparency International, 2010

En dehors de sa faible efficacité, la SNEL a été associée à des scandales de corruption. Par exemple en 2008, deux des plus grands directeurs de la SNEL ont été interrogés après la disparition de 6,5 millions de dollars destinés à la réhabilitation d'Inga II. L'argent n'a jamais été retrouvé et sa disparition n'a jamais été expliquée. En septembre 2011, le Président Kabila a renvoyé tout le personnel de gestion de la SNEL en raison des performances médiocres de la société. Cette décision a permis au Président Kabila de gagner quelques points avant les élections de 2011 mais elle n'a pas amélioré la qualité du service de la SNEL. Bien que les grands scandales associés la SNEL aient été moins fréquents (ou mieux dissimulés) depuis sa restructuration, la SNEL continue à faire face à des difficultés dans le recouvrement des frais exigibles.

50 ANS DE LUTTE POUR LA JUSTICE

Dans les années 1960 et 1970, six communautés ont été déplacées de force afin de développer le site hydroélectrique d'Inga. Elles n'ont jamais été dédommagées malgré des décennies de demande d'indemnisation qui leur était due. En 2006, la Banque mondiale a déclaré à tort que « la population qui disposait des droits d'utilisation des terres au moment de la construction d'Inga I et d'Inga II a été suffisamment indemnisée », et qu'« il n'existe aucun héritage social » qui daterait de la construction originale.

Lors de la construction des barrages, un camp temporaire de travailleurs, nommé Camp Kinshasa a été érigé dans la zone de concession d'Inga. Après la construction, de nombreux travailleurs y sont restés. À ce jour, environ 9 000 personnes – un mélange d'anciens travailleurs du projet et de leurs familles, et de certaines familles issues des communautés déplacées d'Inga – considèrent le Camp Kinshasa comme leur domicile. Le Camp est semblable à une zone militarisée. Les habitants ne peuvent pas se réunir librement. Ils ne peuvent pas construire de nouveaux logements et ils ne peuvent pas améliorer ou modifier leurs logements ; de ce fait, plusieurs familles vivent dans la même maison. L'eau est disponible par intermittence au niveau d'une seule pompe et il est impossible de construire de nouvelles toilettes. Les morts ne peuvent pas être enterrés dans le Camp, les familles paient donc des frais importants pour transporter les dépouilles en dehors du Camp Kinshasa. La SNEL, qui n'a fait aucun effort pour fermer le Camp après la construction initiale, a toutefois tenté à deux reprises d'expulser les habitants du Camp Kinshasa depuis le début de la réhabilitation des barrages.

LE RENFORCEMENT DE L'IMPUNITÉ

Depuis 2002, plus de 1,6 milliard de dollars d'aide a été approuvé par des bailleurs de fonds pour reconstruire le secteur de l'électricité en RDC, bien que peu de fonds aient été décaissés. Les retards, principalement dus à la gouvernance corrompue et à un manque de volonté politique, ont fait progresser la réhabilitation à une allure d'escargot. L'incapacité du gouvernement de réhabiliter son réseau d'électricité national de manière efficace et en temps opportun soulève des questions quant à sa volonté politique et à sa capacité à transformer les investissements en bienfaits pour le développement de ses citoyens. Les investisseurs publics et privés devraient être attentifs à ne pas soutenir d'autres projets d'énergie pour le réseau de la RDC avant que le rendement opérationnel et financier de l'effort de réhabilitation ait fait ses preuves.

En tant que plus grand partisan du secteur de l'énergie de la RDC, la Banque mondiale pourrait jouer un rôle essentiel dans l'amélioration de l'accès à l'électricité et dans la lutte contre la corruption au sein du secteur. Mais la Banque mondiale a démontré sa complicité à plusieurs reprises. Un prêt d'urgence multisectoriel approuvé par la Banque en 2002, qui comprenait 116 millions de dol-

Encadré n°3. La panache du Congo

Le programme du Grand interromprait l'activité biologique dans le Fleuve Congo et loin en mer (y compris le fonctionnement du fleuve agissant comme « puis de carbone »). *Kate B. Showers, chercheur à l'Université de Sussex*, prévient que pour cette raison, « les projets pour détourner le fleuve, stocker l'eau ou intervenir autrement dans la dynamique de la partie inférieure du Fleuve Congo sont vraiment alarmants. »

lars pour la réhabilitation du secteur de l'énergie, a été gangréné par la corruption. Selon une évaluation de 2006 de la réhabilitation des lignes de transport, l'approbation du prêt était fondée sur une préparation de projet et une analyse des coûts douteuses. Malgré plus d'une décennie de discours de la Banque mondiale déplorant la fraude et la corruption, une évaluation réalisée en 2008 par la Banque elle-même a permis de constater que presqu'aucun progrès n'avait été accompli pour protéger ses financements de manière systématique.

NETTOYER LES DÉGÂTS

La réhabilitation du réseau existant de la RDC ne progresse guère; il s'agit d'une situation déplorable étant donné les millions qui y ont été injectés sans pratiquement aucune augmentation de l'électrification pour les Congolais. Les banques de développement et les gouvernements africains ont de nouveau exprimé leur intérêt envers le développement des projets Inga III et Grand Inga. Avant d'envisager l'avancement de nouveaux projets, il convient de prendre les mesures:

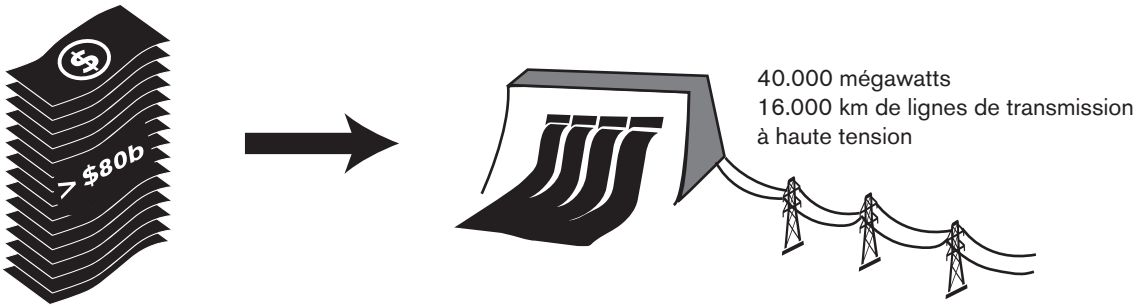
- **ASSURER L'ACCÈS À L'ÉNERGIE:** Il convient d'élaborer une stratégie claire et détaillée pour permettre à la RDC d'atteindre son propre objectif de 60% d'accès à l'électricité d'ici 2025. Les bailleurs de fonds devraient privilégier les investissements en matière de décentralisation de l'énergie qui aident le pays à atteindre cet objectif, en préférant par exemple des projets de petites et moyennes centrales hydroélectriques à travers tout le pays plutôt qu'un autre projet à grande échelle. Les stratégies infrastructurelles doivent répondre directement aux besoins basiques des groupes de populations pauvres au lieu de passer par l'approche des « retombées ».Même s'il n'existe pas de solution toute faite basée sur une approche unique, les bailleurs de fonds devraient intensifier de manière importante les soutiens financiers et stratégiques pour la décentralisation en faveur des projets décentralisés relatifs à l'eau et à l'énergie, qui sont plus bénéfique en termes de réduction de la pauvreté, de protection de l'environnement et de résistance au climat.

- **EXIGER LA TRANSPARENCE:** Dans un pays où la corruption est monnaie courante, l'établissement de la transparence financière est une nécessité primordiale. Les bailleurs de fonds devraient introduire des mécanismes pour surveiller la transparence fiscale des opérations après la réhabilitation. Ils devraient aussi s'assurer de manière proactive que leurs prêts ne permettent ni soutiennent des activités de corruption.

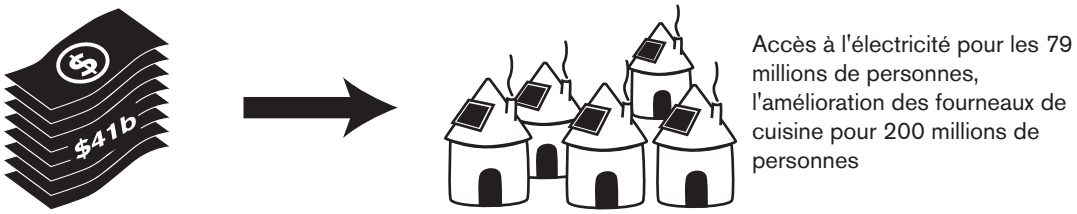
Figure 2

Quel pourrait être acheté avec 80 milliards de dollars?

Coût de Grand barrage d'Inga sur le fleuve Congo et les lignes de transmission connexes: au moins 80 milliards de dollars



Coût de l'amélioration de l'accès à l'énergie à des centaines de millions de personnes: 41 milliards de dollars



Sources: World Energy Council, International Energy Agency

- **DIFFUSER LES INFORMATIONS DE BASE:** Avant que les études récentes de faisabilité financées par des bailleurs internationaux n'aient été achevées, on connaissait peu de choses sur l'environnement de la partie inférieure du fleuve Congo. Les informations de base issues de ces études doivent être diffusées auprès de la population congolaise pour les sensibiliser sur les impacts environnementaux et sociaux des futurs barrages d'Inga. Les promoteurs des futurs projets Inga devraient également initier une évaluation du rôle exact du Panache Congo dans la réduction du changement climatique à l'échelle mondiale. (Encadré n°3)

  Compte tenu de l'ampleur du projet Grand Inga, et de ses répercussions potentielles considérables, les promoteurs doivent être proactifs pour identifier les enjeux et rendre toutes les informations de base facilement accessibles.

- **RÉSOUDRE LES INJUSTICES DU PASSÉ:** Des accords juridiques contraignants entre le gouvernement et les communautés déplacées par Inga devraient être établis afin de résoudre les problèmes sociaux existants. Il est nécessaire d'établir un accord juridique contraignant pour la réinstallation des. S'employer à régler les revendications sociales – une tâche mince mais vitale – serait un signe de bonne foi et de volonté politique.

- **UNE RÉHABILITATION RÉUSSIE AVANT TOUT:** Un moratoire sur la promotion du développement des projets Inga III et Grand Inga devrait être adopté jusqu'à ce que l'on puisse constater que la réhabilitation en cours produit des bénéfices en termes de développement. Le moratoire ne devrait pas être levé avant que le fonctionnement du réseau électrique après la réhabilitation ait été évalué et considéré comme un succès.

REJOIGNEZ-NOUS

Rejoignez International Rivers aujourd'hui et participez au mouvement mondial pour la protection des rivières et des droits.
Inscrivez-vous sur internationalrivers.org